

Juin 2019

GROSSESSES NON PRÉVUES EN ÎLE-DE-FRANCE

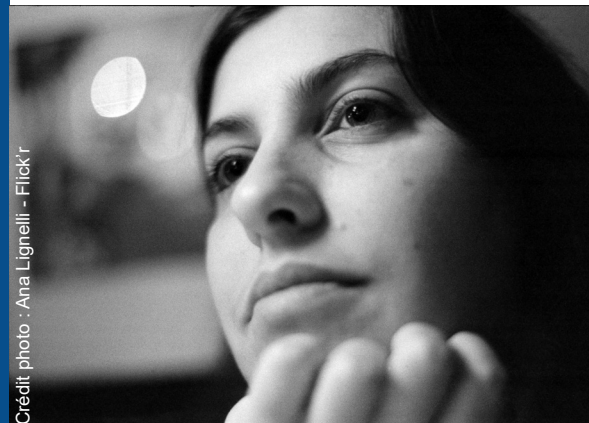
Résultats du Baromètre de Santé publique France 2016

Alexandre Lesage (ORS Île-de-France)
Valérie Féron (ORS Île-de-France)
Caroline Laborde (ORS Île-de-France)
Catherine Embersin-Kyprianou (ORS Île-de-France)
Isabelle Grémy (ORS Île-de-France)

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

SYNTHESE

Accéder à l'étude complète sur www.ors-idf.org



Crédit photo : Ana Lignelli - Flickr

Mieux connaître les situations de grossesses non prévues et les facteurs associés permet d'élaborer des actions de prévention auprès des femmes et des professionnels de santé. Cette étude, menée à partir des données du Baromètre de Santé publique France s'intéresse aux Franciliennes et les compare aux femmes des autres régions.

En France, la couverture contraceptive est importante. On estime que plus de 90% des femmes concernées par la contraception utilisent une méthode pour éviter une grossesse. Cependant, rapporté à l'ensemble des grossesses, le taux de grossesses non prévues était d'un tiers en 2010. Au-delà des problèmes d'information et d'accès à la contraception, ces grossesses s'expliquent par l'inadéquation entre les méthodes contraceptives utilisées et le mode de vie des femmes. En effet, alors que la pilule et le préservatif sont les méthodes principalement utilisées aux âges les plus fertiles, ces dernières peuvent poser des problèmes d'observance et d'utilisation.

Depuis 2012 et la crise des pilules qui a mis en avant un risque plus important de thrombose veineuse pour les pilules de 3^e et 4^e génération, on assiste à une baisse d'utilisation de cette méthode et à un recours à des méthodes plus ou moins efficaces selon les différents groupes sociaux. Ainsi alors que les femmes n'ayant pas de difficulté financière se sont en partie tournées vers les contraceptifs oraux plus anciens, celles dans une situation financière plus difficile se sont en partie tournées vers les méthodes naturelles de contraception (retrait, abstinence périodique...). On peut donc se demander quel impact ont pu avoir ces modifications de pratiques contraceptives sur le taux de grossesses non prévues.

Notre objectif est d'évaluer la prévalence des grossesses non prévues en Île-de-France et dans les autres régions ainsi que ses facteurs de risque. De plus, cette étude compare les caractéristiques des femmes ayant eu une grossesse non prévue au cours des cinq dernières années à celles des autres femmes concernées par la contraception.

L'essentiel

- ➔ En 2016, 12,0 % des Franciliennes de 15 à 49 ans concernées par la contraception ont déclaré avoir eu une grossesse non prévue au cours des cinq dernières années.
- ➔ On identifie six facteurs de risque de grossesse non prévue en Île-de-France : un jeune âge (20-29 ans), le fait d'avoir au moins un enfant, avoir renoncé à des soins pour motif financier au cours des douze derniers mois, ne pas disposer d'une couverture maladie complémentaire, avoir déjà eu des rapports sexuels avec des femmes et avoir eu plus de trois partenaires sexuels masculins.
- ➔ La majorité des Franciliennes utilisaient une méthode contraceptive le mois précédant une grossesse non prévue.

RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS

Des caractéristiques sociodémographiques qui révèlent des inégalités sociales de santé chez les femmes concernées par les grossesses non prévues

En Île-de-France, 12,0 % des Franciliennes de 15 à 49 ans concernées par la contraception ont déclaré avoir eu une grossesse non prévue au cours des cinq dernières années, cette proportion n'est pas significativement différente de celle observée dans les autres régions.

Les analyses réalisées en Île-de-France mettent en avant six facteurs de risque de grossesse non prévue : un jeune âge (20-29 ans), le fait d'avoir au moins un enfant, avoir déjà eu des rapports sexuels avec des femmes, avoir eu plus de trois partenaires sexuels masculins ainsi que deux facteurs révélant des inégalités sociales de santé, avoir renoncé à des soins pour motif financier au cours des douze derniers mois et ne pas disposer d'une couverture maladie complémentaire. Le risque plus élevé de grossesse non prévue pour les femmes socialement moins favorisées pourrait trouver des pistes d'explication, d'après la littérature, dans une moindre utilisation de la contraception et dans un recours privilégié aux médecins généralistes alors que ceux-ci sont moins bien formés aux questions de contraception que les gynécologues.

Une méthode de contraception utilisée le mois précédant la grossesse non prévue pour deux tiers des femmes avec un recours à la contraception d'urgence plus important en Île-de-France

Les deux tiers des Franciliennes ayant connu une grossesse non prévue au cours des cinq dernières années déclarent avoir utilisé une méthode de contraception le mois précédant cette grossesse (dont 23,9 % utilisaient la pilule et 19,8 % le préservatif). Les Franciliennes sont moins nombreuses que les femmes des autres régions à déclarer avoir utilisé la pilule contraceptive le mois précédant une grossesse non prévue.

Le recours à la contraception d'urgence est plus important pour les Franciliennes que pour les femmes des autres régions. Cela pourrait s'expliquer par de potentielles difficultés d'accès à la contraception d'urgence pour les femmes habitant en milieu rural. De plus, cette sous-utilisation pourrait également venir du fait que la majorité des femmes ayant connu une grossesse au cours des cinq dernières années sous-estiment sa période d'efficacité.

Il existe un lien entre l'opinion négative vis-à-vis de certaines méthodes contraceptives et le fait de déclarer une grossesse non prévue

Les femmes ayant une perception négative vis-à-vis de la pilule contraceptive, du stérilet et du préservatif sont plus nombreuses à déclarer une grossesse non prévue. Ainsi en Île-de-France, la proportion de grossesses non prévues est plus importante parmi les femmes considérant que la pilule, le préservatif et le stérilet ne sont pas efficaces. Les grossesses non prévues sont également plus importantes chez les Franciliennes considérant que le stérilet est risqué pour la santé. Nous ne pouvons cependant établir de causalité entre ces opinions et la survenue d'une grossesse non prévue.

Méthodologie

- Les données exploitées proviennent de l'enquête Baromètre santé de 2016 réalisée par Santé publique France. Cette enquête dispose d'un volet sur les questions de sexualité et de contraception ainsi que d'un volet sur les grossesses non prévues.
- Cette étude s'intéresse à l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans ayant déclaré avoir déjà eu des rapports sexuels non exclusivement homosexuels.
- L'échantillon interrogé est composé de 1461 femmes en Île-de-France et de 3157 femmes dans les autres régions.



Observatoire régional de santé Île-de-France

15, rue Falguière

75015 PARIS

www.ors-idf.org

Président : Dr Ludovic Toro

Directeur de la publication : Dr Isabelle Grémy

L'ORS Île-de-France, département autonome de l'IAU Île-de-France, est un observatoire scientifique indépendant financé par l'Agence régionale de santé et le Conseil régional d'Île-de-France.

ISBN 978-2-371-1920-0